

# Pérou : les populations autochtones défendent leur forêt

## Partage international n° 419 - Juillet 2023

par Olivia Rosane

Alors que le gouvernement et des ONG prennent des mesures de protection et de développement en Amazonie péruvienne, le peuple Shipibo-Konibo-Xetebo s'organise. Ses membres contestent l'efficacité de la démarche : selon eux elle est au mieux inefficace, au pire activement préjudiciable aux modes de vie autochtones.

Plus de 300 membres de la communauté participent à la Garde indigène qui, depuis environ 25 bases dans la région d'Ucayali, s'efforce de protéger environ huit millions d'hectares.

« *Nous avons résisté, et nous continuons de résister génération après génération, parce que cette terre est notre vie* », a déclaré Lizardo Cauper Pezo, président du conseil Shipibo-Konibo-Xetebo, aux journalistes lors du Forum virtuel de la presse paysanne et indigène en avril 2023.

L'Amazonie péruvienne est l'une des régions les plus riches en biodiversité sur Terre, mais, comme une grande partie du reste de la forêt tropicale, elle est menacée. Au-delà du déboisement pur et simple, elle est mise en danger par la culture illégale de la coca qui entraîne à la fois la déforestation pour la culture et la pollution de l'air lorsqu'elle est brûlée pendant la transformation.

Une autre menace provient de la pêche illégale dans des plans d'eau comme le lac Imiría. Sur les 20 000 ha de forêt dans la communauté de Flor de Ucayali, 15 % ont été coupés ou incendiés. Pour contrer cette menace, les membres de la Garde indigène patrouillent dans la zone en portant leurs armes ancestrales.

« *C'est ce qui représente notre force, notre esprit, et cela représente aussi nos ancêtres* », a expliqué à la presse le président de la Garde indigène, Marco Tulio.

Cependant, la Garde ne menace pas et ne cherche pas à nuire aux pêcheurs, aux bûcherons ou aux trafiquants de drogue. Ils tentent au contraire de dialoguer et d'expliquer que ces terres appartiennent au peuple Shipibo-Konibo-Xetebo. Si les pêcheurs reviennent, la garde peut détruire leur équipement. Au total, elle a affronté 45 fois des pêcheurs. Parfois, les pêcheurs ou les bûcherons sont eux-mêmes armés et menacent la Garde indigène. Celle-ci est prête à agir en légitime défense et expliquera également aux autorités son droit de le faire.

« *Nous ne menaçons pas, nous devons seulement prendre soin de la forêt, car la forêt est pour tout le monde*, a déclaré Marco Tulio. *Sans la forêt, le monde serait chaotique.* »

Ce travail - comme partout la défense des terres - comporte des risques importants. Le dernier rapport annuel de l'ONG *Global Witness* a révélé qu'un défenseur de l'environnement a été tué tous les deux jours au cours des dix dernières années. En 2021, 40 % des meurtres ont visé des militants autochtones, alors qu'ils ne représentent que 5 % de la population mondiale. M. Tulio a déclaré aux journalistes qu'une semaine avant de s'exprimer au forum, il avait reçu une menace de mort lui annonçant qu'il ne lui restait que quelques jours à vivre. La violence survient malgré le fait que la zone est officiellement protégée depuis 2010 en tant que zone de conservation régionale du lac Imiría, ou ACR. Mais dans les faits, de nombreux peuples autochtones s'opposent à l'ACR qui a été créé, selon ces derniers, sans le plein consentement de la communauté, selon une enquête publiée en avril par le média indépendant *Grist*.



[Liquen, CC BY 2.0](#), via Wikimedia Commons

*Alors que les dirigeants mondiaux se sont engagés à Montréal en décembre dernier à protéger 30 % des terres et des eaux d'ici 2030, la communauté scientifique et internationale reconnaît de plus en plus que les peuples autochtones sont les meilleurs protecteurs de leurs terres.*

Les Shipibo-Konibo-Xetebo affirment que le gouvernement permet aux braconniers, aux producteurs de coca et aux bûcherons d'entrer dans la zone tout en concentrant ses actions de répression sur les peuples autochtones qui capturent et vendent du poisson pour survivre.

« *De quel type de protection et de conservation parlons-nous ?* », a ironiquement demandé L. Pezo au forum de presse. Ainsi par exemple, une femme Shipibo-Konibo-Xetebo nommée Sorayda Cruz Vesada, a été arrêtée en 2016 et condamnée à une amende équivalente à 400 dollars pour avoir tenté de vendre un gros poisson amazonien appelé *paiche* afin de payer les fournitures scolaires de sa fille, a rapporté *Grist*.

La situation a atteint son paroxysme en 2020, lorsque la communauté Shipibo-Konibo-Xetebo a eu connaissance de plans conjoints entre l'ACR, le Département des pêches d'Ucayali et l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) visant à ouvrir le lac Imiria à la pêche commerciale. C'est cette nouvelle qui a incité les Shipibo-Konibo-Xetebo à réformer leur Garde indigène, ainsi qu'à occuper un poste de garde du parc à Junín Pablo en juillet 2022.

Cette occupation a été officialisée en août alors que la communauté attendait des nouvelles du gouvernement péruvien au sujet d'une proposition visant à exclure leurs terres du parc pour qu'ils puissent les gérer eux-mêmes.

M. Tulio a déclaré que les gens voulaient vivre et

travailler librement sans que le gouvernement ne nuise à leur forêt ou ne s'immisce dans leur mode de vie. « *Les forêts, les rivières, les eaux, ce sont notre marché* », a-t-il déclaré au forum.

L'occupation en juillet a réussi à évincer de la région la société Pro Bosques soutenue par l'Usaid, mais la menace du projet persiste et le statut de la zone protégée reste incertain.

Marco Tulio pense que le gouvernement régional - ou ses partisans - est à l'origine des menaces de mort à son encontre. Le président du gouvernement autonome du peuple Shipibo-Konibo-Xetebo a partagé les préoccupations de la communauté avec l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones à New York.

La lutte des Shipibo-Konibo-Xetebo arrive à un moment crucial pour la conservation et les droits autochtones. Alors que les dirigeants mondiaux se sont engagés à Montréal en décembre dernier à protéger 30 % des terres et des eaux d'ici 2030, la communauté scientifique et internationale reconnaît de plus en plus que les peuples autochtones sont les meilleurs protecteurs de leurs terres. Les peuples autochtones du monde, soit 5 % de la population mondiale, protègent 80 % de la biodiversité restante de la Terre, et une étude de 2022 a révélé que la protection des terres autochtones pourrait aider quatre pays d'Amérique latine, dont le Pérou, à atteindre leurs objectifs climatiques.

Pourtant, l'activité croissante de compensation carbone soulève de nouvelles inquiétudes concernant les stratégies de préservation, qui fonctionnent en excluant ces mêmes communautés de leurs forêts, comme dans le cas d'Alto Mayo, au Pérou, décrit par une enquête d'investigation en janvier 2023, portant sur la principale norme de crédit carbone, Verra.

Il reste à voir si l'objectif de 30 % de protection sera atteint en reconnaissant les droits et le rôle des communautés autochtones ou en répétant la mentalité coloniale de « conservation-forteresse<sup>1</sup> » du passé.

Bien que l'accord stipule que les droits autochtones doivent être pris en compte dans sa mise en œuvre, il ne permet pas aux territoires autochtones d'être inclus dans l'objectif, comme l'a souligné *Survival International* à l'époque.

« *Ce que nous avons vu à Montréal est la preuve que nous ne pouvons pas faire confiance à l'industrie de compensation, aux entreprises et aux pays puissants pour faire ce qu'il faut*, a déclaré Fiore Longo, responsable de recherche et de plaidoyer à *Survival*,

dans un communiqué. *Nous continuerons à nous battre pour le respect et la reconnaissance des droits fonciers autochtones. Quiconque se soucie de la biodiversité devrait faire la même chose.* »

En tout cas, le peuple Shipibo-Konibo-Xetebo adresse un message aux Américains et aux organisations à but non lucratif américaines.

« *Vous devez cesser de soutenir ceux qui abusent de nos droits, ou qui soutiennent ces différentes activités et projets qui bafouent nos droits et nos modes de vie autochtones* », a déclaré L. Pezo.

1 - Le modèle de « conservation-forteresse » consiste à préserver des petites zones de biodiversité en cherchant à les isoler de l'influence humaine.

Pérou **Auteur** : Olivia Rosane, journaliste à Common Dreams.

**Sources** : [Commondreams.org](http://Commondreams.org)

**Thématiques** : [peuples et traditions](#)

**Rubrique** : [Divers](#) ()